

# Le Monde

9 octobre 2023

## « Fractures françaises » : un pays où progressent le déclinisme, la colère et l'attrait pour l'extrême droite

*La onzième vague de l'enquête annuelle, réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde », la Fondation Jean Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne, révèle une montée du sentiment de déclin dans toutes les catégories de la population.*

Par Ivonne **Trippenbach**



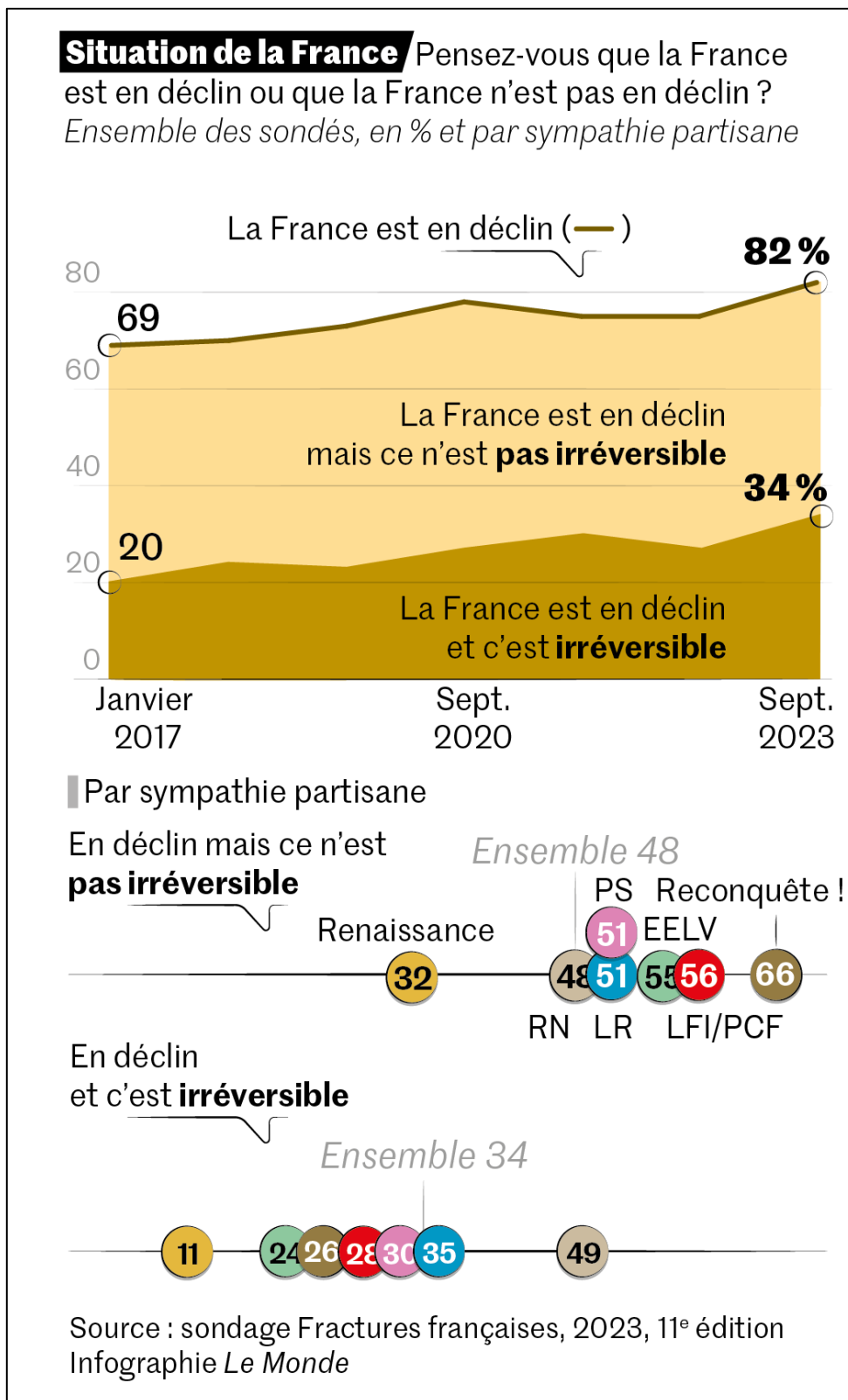
Manifestation contre la réforme des retraites, à Lyon, le 6 juin 2023. BRUNO AMSELLEM / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

En 1897, Anatole France mettait en scène un dialogue fameux entre un républicain et un abbé que l'on rangerait aujourd'hui parmi les déclinistes. « *Je soupçonne les hommes d'avoir, de tout temps, beaucoup exagéré les nécessités du gouvernement et les bienfaits d'un pouvoir fort* », fait-il dire au héros, dans *L'Orme du mail*, pour défendre le régime démocratique en cette fin de siècle où bout le nationalisme.

En 2023, le sentiment de déclin et l'attrait pour « *un pouvoir fort* » imprègnent une France marquée par le retour historique de l'inflation, où l'extrême droite, institutionnalisée, exerce toujours davantage sa force d'attraction.

La onzième vague de l'étude « Fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et l'Institut Montaigne, offre le tableau préoccupant d'une société à l'humeur sombre. Jamais, depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, autant de Français interrogés n'ont considéré que le pays était en déclin (82 %) – un bond de 7 points

en un an. Ce pessimisme, loin d'être nouveau, rejoint un niveau comparable à celui de la fin du quinquennat de François Hollande (86 %), en 2016.



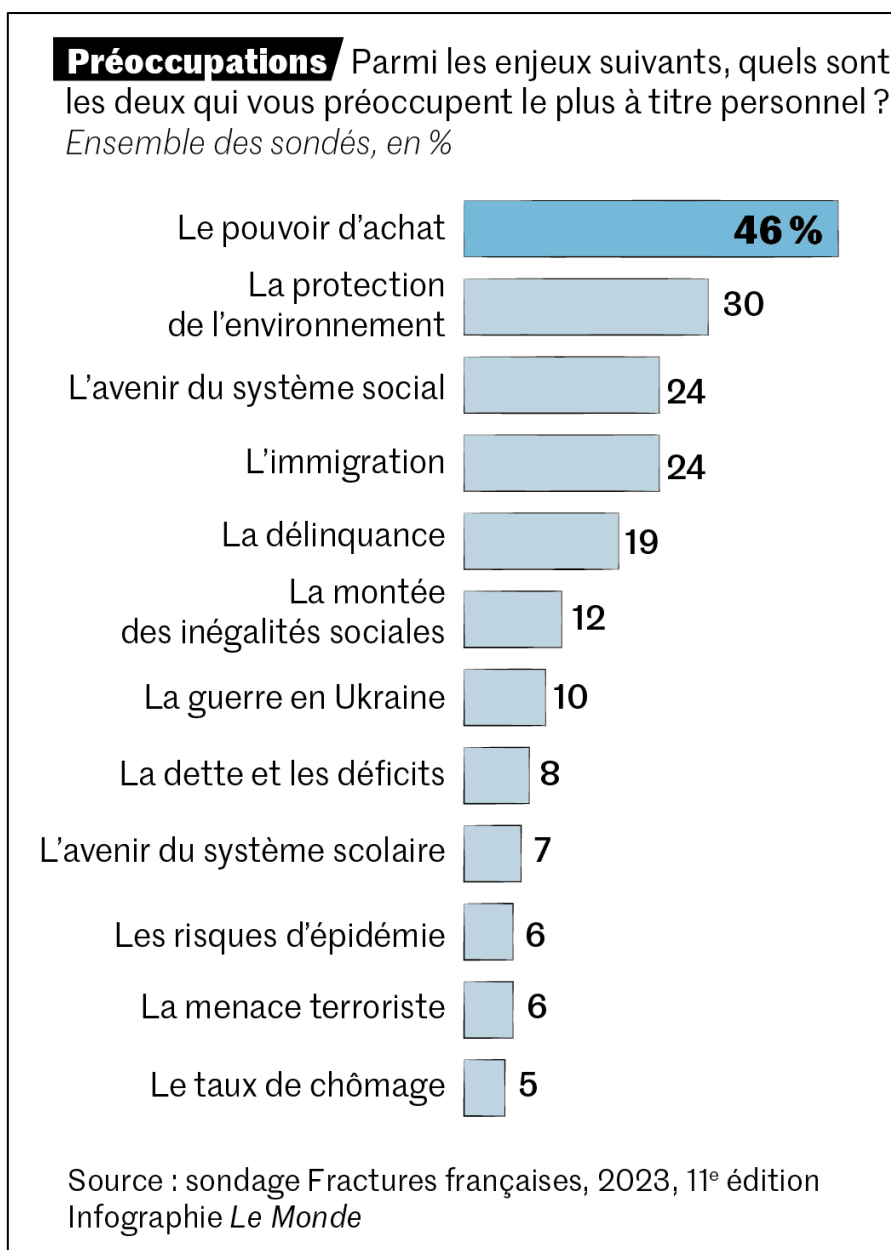
Plus inédit est le fait qu'un tiers des Français pense désormais que le déclin est irréversible, une proportion jamais égalée depuis le début des enquêtes « Fractures françaises ». Le noyau dur des déclinistes se compose d'un électeur sur deux de Marine Le Pen, mais inclut aussi des catégories qui, jusqu'ici, restaient plutôt optimistes : cadres (35 %), retraités (29 %).

## « C'était mieux avant »

De même, la nostalgie reste forte dans un pays où fleurissent des débats sur l'uniforme scolaire ou le septennat présidentiel. Trois quarts des Français disent s'inspirer de plus en plus des « valeurs du passé » et pensent que « c'était mieux avant ». Cette poussée nostalgique est sans lien avec l'âge des interrogés et touche surtout les moins de 35 ans.

L'étude met ainsi à mal l'idée de trois France qui cohabitent – celle de la peur, celle de la colère et celle de l'optimisme –, à l'image de la tripartition de la vie politique. Il ressort plutôt deux sentiments collectifs dominants, colère et mécontentement, alors que seulement 4 % des personnes interrogées trouvent le pays satisfait ou apaisé.

Si la France mécontente reste majoritaire (51 %), le sentiment d'appartenir à une France en colère et contestataire progresse, lui, très fortement, quelques mois après la réforme des retraites et l'explosion de violences urbaines (de 31 % en 2021 à 45 % aujourd'hui). Cette colère monte dans tous les électors et dans toutes les tranches d'âge, n'épargnant aucune catégorie socioprofessionnelle (58 % des ouvriers, 46 % des employés, 39 % des retraités, 41 % des cadres).



L'inflation pèse sur le moral des Français : le pouvoir d'achat reste la préoccupation qui supplante toutes les autres (46 %) et traverse tous les électors, très loin devant le chômage, la menace terroriste, l'avenir de l'école ou la dette publique. Ces difficultés ne minent pas la demande de redistribution, davantage de

personnes interrogées jugeant qu'il n'y a pas assez de solidarité envers ceux qui en ont besoin (44 %) et modérant leur critique de l'« assistanat », qui reste cependant élevée (56 %).

L'anxiété climatique gagne quant à elle du terrain, y compris à droite. Les électeurs d'Emmanuel Macron et d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), ainsi qu'un tiers de ceux du parti Les Républicains, citent la protection de l'environnement comme première préoccupation.

Si six Français sur dix ont conscience que le changement climatique est dû à l'activité humaine, le climatoscepticisme s'étend, tout en restant circonscrit. Une large majorité des personnes interrogées considèrent qu'il faut changer les modes de vie et les modes de production, plutôt que de compter sur le progrès technique.

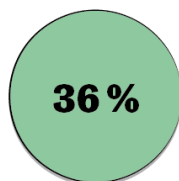
### Inquiétude identitaire

Les Français attendent d'ailleurs du gouvernement qu'il prenne « *des mesures rapides et énergiques* » face à l'urgence climatique, même si cela implique de modifier en profondeur les modes de vie (67 %) ou de faire des sacrifices financiers (47 %). Quand le choix du partage de l'effort leur est donné, deux tiers considèrent toutefois que c'est d'abord aux entreprises ou à l'Etat de réaliser ces efforts.

#### Rapport au changement climatique

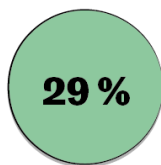
De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?

*Ensemble des sondés*



**Les changements dans les modes de production des entreprises**

permettront de limiter le changement climatique



**La modification importante de nos modes de vie**

permettra de limiter le changement climatique



**Le progrès technique et les innovations scientifiques**

nous permettront de trouver des solutions contre le changement climatique



**Il n'y a rien à faire, on ne pourra plus limiter le changement climatique**



**Vous ne savez pas**

Source : sondage Fractures françaises, 2023, 11<sup>e</sup> édition  
Infographie *Le Monde*

L'électorat de l'extrême droite fait figure d'exception, avec seulement un électeur sur six du Rassemblement national (RN) préoccupé par l'environnement. Ces Français – les plus rétifs à changer de mode de vie – ont pour première préoccupation le niveau de l'immigration, devant le pouvoir d'achat et la délinquance, confirmant la prédominance de l'inquiétude identitaire.

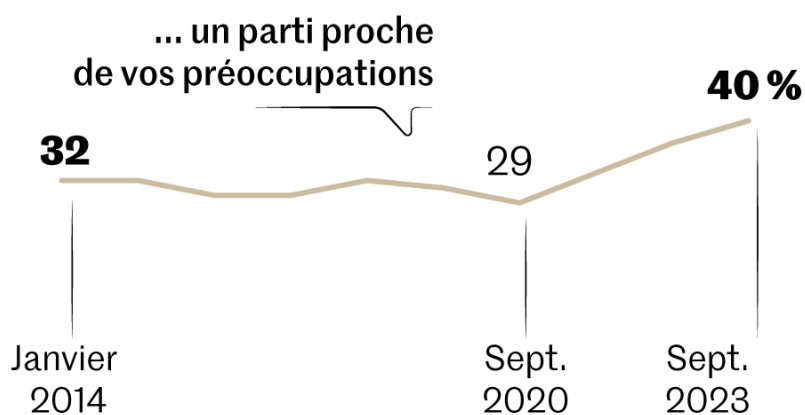
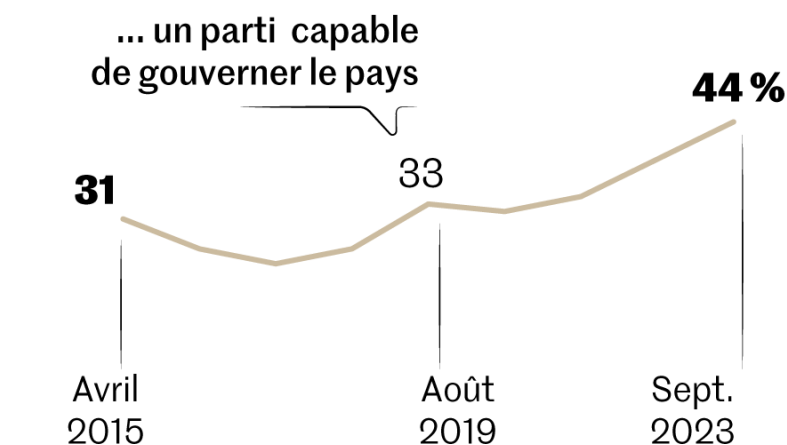
Malgré ce décalage – c'est l'un des enseignements de la vague 2023 –, l'extrême droite séduit de plus en plus. Deux tiers des Français (et près de la moitié des électeurs du RN) considèrent toujours que le Rassemblement national est un « *parti d'extrême droite* ». Mais, année après année, ils sont de moins en moins nombreux à le penser (– 4 points en un an).

Surtout, l'obstacle de la compétence se fissure. Si la majorité des Français continue de penser que Marine Le Pen n'est pas capable de gouverner le pays, ils sont de plus en plus nombreux à juger qu'elle le pourrait (44 %, + 5 points en un an), quatre ans avant la présidentielle de 2027. Depuis qu'Emmanuel Macron exerce le pouvoir, le bond est spectaculaire (+ 19 points).

### Rapport à l'extrême droite

Diriez vous que le Rassemblement national est...

*Ensemble des sondés, en % des réponses positives*



Source : sondage Fractures françaises, 2023, 11<sup>e</sup> édition  
Infographie *Le Monde*

Comme l'an dernier, La France insoumise est vue par deux tiers des Français comme un « *parti d'extrême gauche* », dangereux pour la démocratie (57 %) et qui attise la violence (60 %). Un résultat qui confirme l'image repoussoir du parti de Jean-Luc Mélenchon, jugé, cette année encore, plus dangereux que la formation fondée par Jean-Marie Le Pen.

### **Demande d'autorité**

Facteur de repli et du vote national-populiste, la défiance ne recule pas : trois Français sur quatre estiment qu'on n'est « *jamais assez prudent quand on a affaire aux autres* ». Le système politique national suscite toujours la méfiance : les Français pensent en majorité que les politiques sont corrompus et n'accordent qu'une faible confiance aux partis (17 %) ou au président de la République (34 %). Le plus frappant est l'image de l'Assemblée nationale en majorité relative : en un an, la confiance dans les députés s'est effondrée (29 %, - 7 points).

Parmi les exceptions : la confiance dans l'Union européenne atteint l'un de ses plus hauts niveaux historiques (43 %), à quelques mois d'une nouvelle élection européenne, en juin 2024 (+ 7 points depuis le scrutin de 2019).

Les syndicats recueillent eux aussi la confiance des Français après la bataille pour les retraites (40 %, + 12 points depuis 2019). Quant à la confiance dans les médias, abîmée après la crise des « gilets jaunes », elle remonte (33 %), loin devant les réseaux sociaux.

Dans une société vécue comme violente, l'idée domine qu'il faut à la France un pouvoir autoritaire, à travers « *un vrai chef pour remettre de l'ordre* » (82 %). Cette demande, qui culminait sous le quinquennat Hollande, bondit désormais chez les électeurs de gauche (+ 15 points à EELV, + 10 points au Parti socialiste en un an).

Surtout, plus d'un tiers des Français pensent que d'autres régimes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie. Ce désamour à l'égard du régime démocratique est, de loin, le plus fort parmi ceux qui votent pour Marine Le Pen ou Éric Zemmour. Mais il a progressé partout, bondissant de 11 points en moins d'une décennie.

---

Voir également : "[Fractures françaises et confiance politique](#)", enquêtes précédentes